

Pauvreté de la pensée unique

Le temps des arguments outranciers est sans doute dépassé

L'article de Michel Albert nous reporte irrésistiblement vingt années en arrière. Le programme commun de gouvernement des socialistes et des communistes préconisait alors la nationalisation des plus grandes entreprises françaises comme la solution qui allait mettre un terme à tous nos maux, constituer le "fer de lance" de la croissance, résorber le chômage, améliorer le sort des plus pauvres. Et les rares contradicteurs de ce credo absurde étaient vilipendés comme les adversaires du progrès et des lumières et les sectateurs de mécanismes de marché destinés aux poubelles de l'histoire. On sait ce qu'il advint de cette pensée unique avant la lettre.

Aujourd'hui on veut nous faire croire que la monnaie européenne, avant même d'être créée, éloigne la pauvreté, favorise l'emploi et abaisse les taux d'intérêt. Mieux encore, elle nous ouvre les portes du "modèle rhénan", rejeton tardif et quelque peu chétif des modèles yougoslave, suédois, voire cubain, qui ont dans le passé servi à nos penseurs administratifs d'alternative "bien française" au repoussoir du marché sauvage que l'Amérique était censée incarner. Et c'est ainsi que nos classes moyennes seront sauvées du "spectre de la misère". Il était temps cependant que l'auteur arrête la liste des bienfaits curatifs de l'euro qui allait déboucher inévitablement sur l'éradication du sida.

Postulats

Le point de départ de ce que l'on n'ose appeler une démonstration repose sur un syllogisme : l'économie de marché est antisociale, or la monnaie unique abolit le marché des changes, donc la monnaie unique est sociale. Elle nous permet en effet de fusionner avec l'Allemagne (autre postulat hâtif) qui représente aujourd'hui, selon l'auteur, le parangon de l'économie administrée, c'est-à-dire civilisée.

Malheureusement, il est assez difficile de percevoir le lien logique qui pourrait lier le choix monétaire de la fusion avec le mark et un système de relations sociales qui repose sur des institutions particulières et une représentativité syndicale qui ne se décrète pas. Affirmer que la création de l'euro aura pour effet principal d'instaurer en France une économie sociale de marché à l'allemande, à supposer même que cette dernière ait une véritable spécificité par rapport à ce qui se pratique dans les autres pays industriels, relève davantage de l'imagination sociologique que de la déduction rigoureuse.

Soutenir par contre que le processus de la construction monétaire actuellement en cours est bon pour l'emploi, au motif que les créations nettes ont été plus nombreuses de 1987 à 1995 que de 1974 à 1986, constitue un contresens économique difficilement admissible. Il ne faut pas oublier que les années 1974-86 ont été marquées par trois chocs d'offre qui ont cassé la croissance et l'emploi : les deux chocs pétroliers de 1974 et 1979 et le choc socialiste de 1981-83 suivi de l'adoption d'une politique d'austérité compensatrice jusqu'en 1986. Il n'est donc pas étonnant que la période suivante, moins chaotique, ait permis de créer plus d'emplois. Mais il n'en est pas moins vrai que la politique de réévaluation permanente du franc dans le sillage du mark depuis 1987, et le maintien permanent de taux d'intérêt courts élevés (par rapport à l'inflation courante) nécessaire à soutenir une parité fixe avec le mark, ont constitué un puissant facteur déflationniste qui a nui à l'emploi en ralentissant la croissance économique.

Fantaisie

Quant au troisième argument, celui qui conduirait selon l'auteur à une explosion des taux d'intérêt en France en cas d'échec de l'unification monétaire, en 1998, menant à la faillite, du jour au lendemain, "l'Etat français, les départements, les communes et les entreprises françaises qui ont besoin d'emprunter", il est simplement risible. Etait-ce le cas en France avant l'accord de 1991 ? La Grande-Bretagne et l'Italie ont-elles subi un tel cataclysme lors de leur récente mise en congé de la construction monétaire ? N'avons-nous pas la banque centrale indépendante menant la politique la plus rigoriste de tous les pays européens qui nous conduit aujourd'hui à un taux d'inflation sous-jacent qui ne dépasse pas 1 % ?

Tout cela n'est pas sérieux. Ce qui est excessif est sans importance, et c'est pourquoi nous ne suivons pas Michel Albert dans son apologie débridée, parce que peut-être désespérée, de la solution monétaire unique qui voudrait justifier la poursuite de sacrifices irraisonnés par la vision utopique du paradis des technocrates.

JJR